

Article 30 du Règlement

Voilà les trois points importants sur lesquels, je tenais à le souligner, ce débat ne porte pas, monsieur le Président.

Je voudrais maintenant entrer dans le vif du sujet. Il est question ici d'un acte d'agression, d'un acte calculé, aussi inhumain que tout autre acte meurtrier. Je pèse bien mes mots, car nous ne pouvons pas oublier ce qu'est la guerre, et notamment une guerre injuste. En général, les guerres consistent à tuer des gens. Aujourd'hui, il est question ici d'un autre pays du Commonwealth où de jeunes hommes, et sans doute aussi de jeunes femmes aussi, se font tuer. Cela veut dire que—et nous devrions y penser—parce qu'on leur a enlevé la vie, ils ne verront plus jamais un ciel sans nuages et plein d'étoiles. Contrairement à nous, ils ne connaîtront plus de joies ni d'amitiés, ils n'auront pas le bonheur d'être parents. Ils seront privés de tous les petits plaisirs et agréments de la vie.

Ce sont des vies humaines perdues, qu'il s'agisse de jeunes Grenadins qui défendent leur pays, de Cubains qui s'y trouvent par hasard, ou même d'un jeune de l'Iowa dans les fusiliers marins à qui son gouvernement a ordonné d'agir ainsi et qui, comme les jeunes soldats de n'importe quel pays, pense que ce qu'on lui dit de faire est bien. La guerre n'est pas un concept abstrait traduit par de simples données. En temps de guerre, des hommes et des femmes—des jeunes surtout—disparaissent de la planète de façon cruelle et violente. Voilà l'image qu'il faut garder à l'esprit au cours de ce débat.

A mon avis, à titre de parlementaires ce dont nous discutons, c'est d'un acte calculé de propos délibéré et de sang-froid pour engendrer la violence. C'est d'un acte calculé froidement et minutieusement par une des grandes démocraties du monde, les États-Unis d'Amérique. J'en reparlerai dans une minute, monsieur le Président.

Même si des pays membres du Commonwealth ont été mêlés à cette décision d'envahir la Grenade, quiconque comprend la réalité politique dans notre hémisphère ou n'importe où ailleurs sur le globe sait fort bien que les États-Unis, la grande puissance en cause dans ce conflit, sont vraiment à l'origine de l'invasion. A ceux qui en doutent je demande si, à leur avis, on peut penser que les autres États participant à cette action dite commune auraient agi comme ils l'ont fait sans la présence des fusiliers marins américains. S'ils avaient été seuls, se seraient-ils eux pour envahir la Grenade? D'après moi, comme d'après tous ceux qui y songent sérieusement, ils n'auraient pas participé à l'invasion.

Nous parlons d'une invasion—d'un acte d'agression—organisée et menée par les États-Unis d'Amérique. A titre de parlementaires, il nous incombe de dire et d'admettre la vérité et, lorsqu'elle est inacceptable, d'essayer de changer la réalité. Voilà ce que nous faisons ici ce soir.

Si ce sont bien, comme je le dis, les États-Unis qui sont les instigateurs de cette agression, je tiens à donner les raisons pour lesquelles j'y crois, en pesant bien mes paroles. Ce faisant, je veux traiter des arguments invoqués par les États-Unis, leur président et leur secrétaire d'État et d'autres porte-parole pour justifier cette action et je veux que les députés y regardent de près aussi.

Pendant que nous sommes ici ce soir, le président américain fait sans aucun doute une intervention télévisée au cours de laquelle il se penche à nouveau sur ces questions et reprend l'argumentation avancée jusqu'à maintenant par les États-Unis

en soutenant cette thèse avec ce qu'il appelle des faits. Analysez seulement cette argumentation et demandez-vous si on la croirait si elle était servie, par exemple, par le chef d'une autre superpuissance pour justifier ses agressions dans une autre partie du monde.

Tout d'abord, le président a prétendu que les États-Unis avaient agi ainsi, afin de protéger leurs ressortissants. Selon moi, c'est sans aucun doute un argument bidon. Nous savons maintenant non pas grâce à nos propres sources mais grâce au *New York Times* et d'autres médias américains, que les États-Unis ont envoyé des représentants spéciaux du département d'État peu avant l'invasion pour s'assurer de la nécessité d'une intervention des États-Unis et de leurs forces armées et que ces envoyés ont conclu que cette action n'était pas nécessaire.

Nous savons également que le porte-parole du plus important groupe de ressortissants américains dans l'île, c'est-à-dire les étudiants universitaires, avait exprimé ouvertement le désir que le président et les États-Unis ne posent aucun geste violent qui pourrait leur créer des problèmes.

Il faut avoir l'imagination fertile pour croire que les États-Unis ont agi afin de protéger leurs ressortissants séjournant dans l'île.

En outre, les États-Unis ont eu l'audace, selon moi, dans cette région du monde de prétendre qu'ils voulaient jeter les bases de la démocratie. Je voudrais juste mentionner certains autres pays de cette région et demander aux députés de se mettre à la place de leurs habitants pour voir comment ils accueilleraient les paroles du président américain. Je vous demande, monsieur le Président, de penser à des pays comme Haïti, le Guatemala, le Nicaragua et la République dominicaine. Nous avons été témoins des violences qui leur ont été infligées par les États-Unis, j'ai le regret de le dire en tant que démocrate. Ces pays ont été attaqués et ont subi la violence des Marines américains et, chaque fois, la raison invoquée a été l'établissement de la démocratie. C'est justement le contraire qui s'est passé. Après chacune de ces actions militaires violentes, la cause de la démocratie n'a pas avancé. Ces invasions ont marqué le début de dictatures corrompues et inhumaines—dictatures qui ont duré non pas un an ou deux mais pendant des décennies.

Comme le sénateur Moynihan des États-Unis l'a déclaré il y a quelques jours, il est impossible d'instaurer un régime démocratique dans un autre pays en usant de violence. Le sénateur Moynihan a critiqué son propre gouvernement en ces termes: Je ne vois pas comment on peut restaurer la démocratie à la pointe d'une bayonnette. Cela résume très bien la situation.

La troisième raison qu'a fournie le gouvernement américain en justification de cet acte, monsieur le Président, c'est que l'Organization of Eastern Caribbean States lui aurait demandé de participer à cette intervention—encore là, il ne faut pas mâcher ses mots—de participer à cette invasion. Je répète, monsieur le Président, que cet argument ne vaut rien, et cela, pour deux raisons. La principale est qu'aucun groupe d'États, démocratiques ou non, n'a le droit de se dresser contre un autre État. Peu importe, monsieur le Président, que quarante-cinq pays du monde décident ensemble de désapprouver la politique intérieure d'un quarante-sixième pays, ils n'ont pas à imposer leur façon de voir à ce dernier.